**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** République centrafricaine (RCA) et Cameroun

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2021

|  |
| --- |
| **Titre du projet:** Lutte contre la traite des personnes et les trafics illicites et la criminalité organisée qui y sont liées entre la RCA et le Cameroun**Numéro Projet / MPTF Gateway:** 00125232 (RCA) et 00125233 (Cameroun) |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[x]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:** Fonds d'affectation spéciale régionale | **Type et nom d’agence récipiendaire :** **ONUDC (Agence coordinatrice)****IOM** |
| **Date du premier transfert de fonds :** 12/02/2021**Date de fin de projet :** 14/08/2022 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?**  |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[x]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agence récipiendaire Budget** ONUDC-ROSEN $ 973520.00OIM-RCA $ 1507352.00OIM-Cameroun $ 621926.00      $       Total: $ **3102798.00** Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: 17%\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgetisation sensible au genre:**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: $1 245 996,00Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: $437 917.96 |
| **Marquer de genre du projet: GM2****Marquer de risque du projet:** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):**  |
| **Préparation du rapport:**Rapport préparé par: Cassandre AMAH (OIM CAR), Frantz NDANGO MBAYE (OIM CAM) et Marion CLAIN (ONUDC ROSEN)Rapport approuvé par: Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport:  |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

**Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):**

Le projet est actuellement dans son quatrième trimestre de mise en œuvre. Le projet connaît des retards dans la mise en œuvre des activités en raison du retard dans le recrutement du coordinateur du projet, qui n'est toujours pas en place en raison de la lourdeur des procédures internes et d'un candidat sélectionné qui a refusé le poste, le processus devant être relancé. Néanmoins, la phase de recrutement est en phase finale et devrait aboutir à l'arrivée du coordinateur à la fin de cette année ou au début de l'année prochaine. Par ailleurs, pour les besoins du projet, du personnel a été recruté :

* Au Cameroun, l'OIM a recruté un chargé de projet national et un assistant de protection, basés à Bertoua (région de l'Est). En outre, un consultant a été recruté pour mener le produit 1.1 au Cameroun (analyse de la traite et des autres formes de crime organisé au Cameroun). Par ailleurs, lors de la réunion de lancement du projet, un comité local de suivi du projet a été mis en place, composé de personnes désignées par les différents départements ministériels concernés par les questions de traite des personnes, de trafic illicite de migrants, et de crime organisé.
* En RCA, l’équipe du projet est au complet. Les personnels recrutés pour Bouar et Berberati ont été formés et sont prêts à être déployés. Dans l’attente de leur déploiement, ils apportent un soutien pour les activités mises en œuvre à Bangui, notamment la formation des cadres des ministères et les sensibilisations. L’équipe de projet en RCA organise des réunions de coordination régulières avec le Bureau de coordination de lutte contre la traite des personnes pour planifier et suivre la mise en œuvre des activités selon le plan de travail approuvé au début du projet.
* Malgré le retard dans le recrutement du coordinateur du projet, l'ONUDC a commencé la mise en œuvre de ses activités avec notamment l’assistance législative dans les deux pays. Un consultant a été recruté pour mener l'analyse des formes de traite des personnes et autres trafics illicites en RCA et ses ramifications transfrontalières (résultat 1.1) et l'assistance législative en RCA et au Cameroun (activités du résultat 2.1). La prochaine phase verra l’accent mis sur la formation des praticiens de la justice pénale et le renforcement de la coopération transfrontalière.

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):**

Résultat 1 :

* Finalisation de l’étude sur les principales formes de traite des personnes, de criminalité organisée et de trafics illicites en RCA, avec un focus particulier sur la région de l’Ouest (Nana Mambere - Bouar et Mambere Kadei - Berberati).
* Soutien à la mise en place d’un système de collecte de données et renforcement des capacités pour la collecte des données et l’utilisation du système mis en place.
* Dotation en nature pour l’opérationnalisation du bureau de coordination en cours de finalisation.
* Déploiement de l’équipe de projet sur Bouar et Berberati. Cela permettra de lancer les activités de mise en place d’un cadre d’échanges et de bonnes pratiques.
* Mise en place d’un cadre d’échanges entre les autorités camerounaises et la société civile. Ce cadre d’échanges servira à faciliter le partage d’informations et la coordination entre les autorités locales, les organisations internationales et les organisations de la société civile sur les questions de traite et de trafic.

Résultat 2 :

* Analyse de la réponse de la justice pénale en RCA et au Cameroun : cela permettra de développer un plan d’assistance technique et une méthodologie pour la délivrance des formations, qui se tiendront également dans les six prochains mois.

Résultat 3 :

* Mise en place des comités préfectoraux à Bertoua. Ces comités préfectoraux ont pour but d’asseoir des stratégies communes pour la lutte contre la traite et les trafics illicites dans la Région de l’Est Cameroun.
* Lancement d’un kit « La traite des personnes expliquée aux enfants » en RCA, afin de soutenir les activités de sensibilisations de masse et d’attendre un public jeune.
* Lancement de campagnes de sensibilisation au Cameroun, notamment production d’une vidéo et campagne lors des 16 jours d’activisme contre les violences basées sur le genre.
* Formations des acteurs non gouvernementaux en RCA : formation des parlementaires et des acteurs du sous-cluster « Violence basée sur le genre ».
* Formation des acteurs humanitaires au Cameroun.
* Assistance directe aux victimes en RCA :
	+ Appui continu aux victimes identifiées et référées.
	+ Dotation en nature à l’UMIRR en cours de finalisation.
	+ Ouverture d’une ligne téléphonique directe.

**POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :**

**Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):**

L'implication des plus hautes instances politiques dans ce projet prouve que la traite des personnes est une préoccupation croissante pour les autorités centrafricaines. Le Président de la République lui-même s'est saisi de la question. En témoigne, par exemple, sa présence à la cérémonie de remise de l'avant-projet de loi relatif à la lutte contre la traite des personnes, qui lui a été remise en personne. Etaient également présents le Premier Ministre, le 4ème Vice-président de l'Assemblée Nationale, la Ministre de la Promotion du Genre et de la Protection de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, ainsi que le Ministre-Rapporteur du Bureau de Coordination contre la traite des personnes, et les DG (Immigration, Police, Gendarmerie). La présence du Chef de l'Etat est de bon augure pour l'adoption de cette loi, qui dotera pour la première fois la RCA d'un cadre juridique complet sur la traite des personnes, abordant non seulement les questions de poursuites mais aussi de protection, de prévention et de coopération. Lors de son discours de clôture, le Président de la République a affirmé à plusieurs reprises qu'il y aurait une impunité zéro contre les auteurs de la traite, et que le pays s'y engageait.

**En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):**

En RCA, l'équipe du projet a assisté deux victimes étrangères de la traite des personnes, en coordination avec d'autres acteurs de la protection et du gouvernement. L'organisation du retour vers le Mali et la réintégration d'une victime ont été réalisées. L’équipe de projet en RCA a pris en charge les frais liés au retour volontaire de cette victime de la traite des personnes (et avant cela les frais de la vie quotidienne : hébergement, nourriture, crédit de communication, soins médicaux). Ainsi, le projet a pris en charge les billets d’avion, les visites médicales, les frais de séjour dans la capitale malienne avant le retour dans la localité d’origine, ainsi que les frais des personnes accompagnant la victime. Peu avant son départ, l’équipe de projet a évalué sa satisfaction quant à l’assistance reçue et à l’organisation du retour. La victime a exprimé sa satisfaction quant aux service fournis et à la considération dont elle a fait preuve. Le jour de son départ, cette dernière a remercié l’OIM pour tout le soutien apporté.

Par ailleurs, l’équipe de projet assiste actuellement une femme victime de la traite des personnes. Cette femme reçoit un soutien appui financier afin de couvrir ses besoins premiers. Le projet couvre également ses frais médicaux. En outre, elle reçoit un accompagnement individualisé afin de déterminer au mieux les composantes de sa réintégration.

Enfin, l’équipe a pu identifier une victime de la traite des personnes, dont le cas a été signalé aux autorités par une personne ayant participé à l’une des sessions de formation dispensées dans le cadre du projet.

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1:** **Des réponses plus efficaces à la traite des personnes, aux trafics illicites et à la criminalité organisée basées sur des données et des analyses fiables sont développées par les autorités et la société civile centrafricaines et camerounaises**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

L'**analyse des principales formes de traite des personnes, de crime organisé et de trafic illicite** a déjà été réalisée au Cameroun. Elle a été validée lors d'un atelier tenu en juin 2021 avec la participation de différentes parties prenantes pour revoir et enrichir le rapport. Ce rapport a été validé en septembre par le Secrétariat technique du PBF camerounais. La même analyse est en cours de réalisation en RCA et devrait être disponible d'ici la fin de l'année. Elle viendra compléter l'analyse nationale menée au Cameroun et permettra d’identifier les ramifications transfrontalières de ces infractions.

En RCA, le **soutien au Bureau de coordination de la lutte contre la traite des personnes** se poursuit. L'équipe du projet a soutenu l'organisation de trois (3) réunions des points focaux de la traite des personnes (un point focal par ministère concerné), avec un total de 45 participants (26 femmes et 19 hommes). Au cours de ces réunions, les points focaux ont convenu des activités prioritaires à mettre en œuvre. Une autre réunion a également eu lieu en juillet 2020 pour préparer l'activité de rédaction du projet de loi sur la traite des personnes en RCA.

En outre, l'équipe du projet rencontre régulièrement le rapporteur du Bureau de coordination (au moins une fois par semaine) pour discuter des questions liées à la traite des personnes et de la mise en œuvre des activités du projet.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Une attention particulière a été accordée au genre et à la jeunesse dans l’analyse des principales formes de traite et autres formes de criminalité organisée en RCA. L’étude a analysé l’impact particulier de la traite des personnes et de la criminalité organisée sur les femmes et les jeunes.

**Résultat 2: Les autorités douanières, policières et judiciaires en RCA et au Cameroun détectent, enquêtent et poursuivent avec succès la traite des personnes, la criminalité organisée et les trafics illicites à la frontière entre la RCA et le Cameroun.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

La réforme législative dans les deux pays est une condition préalable à la poursuite des activités du résultat 2 visant à former les praticiens de la justice pénale à enquêter, poursuivre et juger les affaires de traite des personnes sur la base d'un cadre législatif conforme au droit international.

En **RCA**, il n'existe pas de loi complète sur la traite des personnes. Les seules dispositions existantes se trouvent à l'article 151 du code pénal, qui ne traite que de l'aspect répressif. Il n'existe aucune disposition sur la protection et l'assistance aux victimes, ni sur la prévention ou la coopération interinstitutionnelle ou internationale.

Pour cette raison, l'équipe du projet a organisé un premier atelier du 21 au 24 septembre 2021, qui a réuni les 45 points focaux du Comité national de lutte contre la traite des personnes ainsi que des représentants de la société civile. Lors de cet atelier, les participants ont examiné le Draft n°0 préparé par le consultant, en groupe puis article par article, afin d'apporter leurs modifications au projet. La pluridisciplinarité des participants a permis d'avoir des discussions sous différents angles, aboutissant à une loi complète et conforme au droit international et aux réalités locales.

Les mêmes participants se sont réunis une seconde fois le 19 octobre 2021 pour revoir la forme de la loi avant de la remettre au Président de la République, Chef de l'Etat, le 20 octobre 2021, lors d'une cérémonie officielle de haut niveau. Plusieurs personnalités de haut niveau ont prononcé des discours, dont le SSRSG, la Ministre de la Promotion du Genre et de la Protection de la Femme et de la Famille, et a été clôturée par le Président lui-même, aux côtés du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, et du 4ème Vice-président de l'Assemblée Nationale. Le consultant recruté par l'équipe du projet a également présenté brièvement les apports de cette loi, notamment la définition des concepts, le renforcement de la répression, l'octroi d'une base juridique solide pour les actions de prévention, de coopération et de partenariat, et surtout la protection et l'assistance des victimes de la traite ainsi que les mesures de réparation en leur faveur.

Il existe une loi sur la traite des personnes au **Cameroun**. Cependant, cette loi doit être révisée pour mieux définir les infractions, renforcer le volet répressif et inclure les aspects de protection, de prévention et de coopération. Des discussions sont en cours pour initier ce travail de réforme.. Un premier atelier pour l'élaboration de deux avant-projets de loi, l'un sur la traite des personnes, l'autre sur le trafic illicite de migrants, initialement prévu du 1er au 5 novembre 2021, a été reporté à la fin du mois de novembre sur recommandation du Secrétariat technique du PBF au Cameroun.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Dans le travail législatif, le genre et les jeunes ont eu une place particulière dans les projets de loi, avec des dispositions renforçant leur protection ou, dans certains cas, la répression des auteurs.

**Résultat 3: Les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux en RCA et au Cameroun ont une meilleure capacité à prévenir la traite des personnes et à protéger les victimes de traite.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Les formations organisées ont renforcé la capacité des participants à prévenir la traite des personnes, notamment en augmentant leur niveau de connaissance et leur intérêt pour le sujet. Ainsi, 83% des participants formés se disent prêts à appliquer les leçons apprises (post-questionnaires).

Par ailleurs, les formations ont eu pour résultat concret de permettre aux participants d'identifier les cas suspects de traite des personnes et de les référer aux autorités compétentes. Par exemple, un journaliste ayant participé à une session a identifié une jeune fille victime de la traite. Après la formation, il a organisé une émission de radio pour sensibiliser à la traite des personnes. Après l'émission, un membre de la communauté lui a parlé de l'affaire et l'a transmise au bureau de coordination, qui a ensuite contacté l'OIM. L'effet en cascade des formations a permis qu'un cas soit signalé par un membre de la communauté, comme l'exige l'indicateur 3.3. Cela démontre également que les acteurs non gouvernementaux ont développé la capacité de sensibiliser à la prévention de la traite des personnes. Bien que la cible de l'indicateur 3.2 n'ait pas encore été atteinte, le projet est sur la bonne voie. Vous trouverez ci-dessous un résumé des activités réalisées, qui donnent une idée du futur effet multiplicateur du projet.

Enfin, l'augmentation de la formation des acteurs gouvernementaux suscite l'intérêt d'autres types de participants qui souhaitent à leur tour être formés et agir comme vecteur dans la lutte contre la traite des personnes. C'est dans ce contexte (et celui de l’élaboration de l’avant-projet de loi relatif à la lutte contre la traite des personnes soutenu par le projet) que l'équipe du projet a été sollicitée par des parlementaires de la République centrafricaine pour recevoir une formation afin de pouvoir sensibiliser leurs électeurs.

En outre, en ce qui concerne l'assistance directe, le projet a aidé deux hommes et une femme. Bien que le nombre total de victimes de la traite identifiées ou assistées n'ait pas encore été atteint, il est nécessaire de noter que les victimes assistées (et pour lesquelles l'assistance a pris fin) sont satisfaites de l'assistance reçue et de la considération qui leur a été accordée. Toutes ont exprimé leur profonde gratitude envers l'équipe du projet pour l’assistance reçue.

Détails des activités réalisés qui ont conduit aux résultats évoqués ci-dessus :

*Formation des journalistes sur le reportage journalistique sur la traite des personnes, 17-18 mars 2021, Bangui*

En RCA, l’équipe de projet a formé 34 journalistes (9 femmes / 25 hommes) des médias gouvernementaux et privés sur la traite des personnes les 17 et18 mars 2021. Comme il s'agissait de la première activité du projet en RCA, des représentants gouvernementaux de haut niveau ont participé à la session d'ouverture. Un journaliste ayant une grande expérience du reportage sur la traite des personnes en RCA a été engagé pour aider à la formation. Les participants ont montré une augmentation de 36% de leur compréhension de la traite des êtres humains, de la manière et les méthodes d'interview des victimes. Ce résultat est obtenu grâce a l’analyse et la comparaison des pré-test et post-test.

*Formation sur la traite des personnes pour les travailleurs sociaux et les inspecteurs du travail, 25-26 mars 2021, Bangui*

Les 25 et 26 mars 2021, l'OIM a formé 58 fonctionnaires (18 femmes/32 hommes) des Ministères de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant, du Travail, de l'Emploi, de la Protection Sociale et de la Formation Professionnelle sur l'identification et la protection des victimes de la traite. Les participants ont démontré une augmentation de 38% de leur compréhension des sujets de la formation. Ce résultat est obtenu grâce a l’analyse et la comparaison des pré-test et post-test.

*Formation des cadres et agents du ministère chargé du DDRR, 13-14 juillet 2021, Bangui*

Les 13 et 14 juillet 2021, l’équipe de projet a formé 42 fonctionnaires (7 femmes et 35 hommes) du Ministère chargée de la Démobilisation, du Désarmement, de la Réintégration et du Rapatriement sur l’identification et la protection des victimes de la traite des personnes.

*Formation des acteurs humanitaires de protection de l’enfance, 26-27 mai 2021, Bangui*

Les 26 et 27 mai 2021, l’OIM a formé 27 acteurs de protection de l’enfance (9 femmes et 18 hommes) sur la traite des personnes, l’identification des victimes et les considérations spécifiques relatives aux personnes de tout genre. L’analyse des pré-test et post-test montre une augmentation en termes de connaissance sur le sujet. En effet la moyenne générale est passée de 2,36/10 au début de la formation a 6.70/10 à l’issue de la formation.

Au **Cameroun**, des sessions de formation sont en cours de préparation. Ces formations concernent principalement les autorités centrales, notamment les personnes désignées par le comité interministériel de supervision de la prévention et de la lutte contre la traite des êtres humains d'une part, et les acteurs œuvrant dans le domaine humanitaire d'autre part. Par ailleurs, les comités préfectoraux de lutte contre la traite des personnes, les trafics illicites et le crime organisé dans la zone frontalière Cameroun-RCA seront effectifs à partir de novembre 2021, de même que le cadre d'échanges.

*Développement de matériel de sensibilisation, RCA*

Deux vidéos ont été créées et diffusées pour célébrer la Journée internationale de la femme – 8 mars – et la Journée internationale contre l'homophobie, la biphobie et la transphobie – 17 mai (IDAHOBIT).

*Sensibilisation des lycéens sur la non-violence des personnes avec diverse orientation sexuelle, Bangui, 17 mai 2021*

Pour célébrer l'IDAHOBIT, 89 lycéens (filles 47 / garçons 42) des lycées Fatima, Caron et Martyrs de Bangui ont participé, le 17 mai 2021, à un évènement de sensibilisation sur les différentes orientations sexuelles, identités et expressions de genre et caractéristiques sexuelle (SOGIESC) et sur la vulnérabilité accrue des personnes de différentes SOGIESC face aux risques de traite des personnes. L'activité a été mise en œuvre en partenariat avec le HCR et l'Alliance Française Bangui. Après la projection d'un film et d'une vidéo, une session d'information d'une heure sur l'inclusion, la diversité, les risques élevés des personnes ayant une orientation sexuelle, une identité de genre, une expression de genre et des caractéristiques sexuelles différentes contre l'exploitation et violence et les devoirs des membres de la communauté pour prévenir la violence contre ces personnes a été organisée.

*Sensibilisation avec les personnes avec différents orientations sexuelles et les leaders et membres de communauté, Bangui, 18 mai 2021*

Le 18 mai 2021, 27 autorités administratives et locales, leaders communautaires et membres de l’association des personnes avec différents orientations sexuelles (2 femmes / 25 hommes) ont été sensibilisé sur la traite des personnes et la vulnérabilité des personnes de genre différents.

*Sensibilisation avec les étudiants de la faculté de droit de Bangui et les membres de la société civile, Bangui, 30 juillet 2021*

Pour célébrer la journée internationale de lutte contre la traite des personnes, l’équipe de projet a organisé des sessions de sensibilisation auprès de 108 étudiants (71 hommes et 37 femmes) de l’université de Bangui. Cette activité a été mise en œuvre en partenariat avec les professeurs de la faculté de droit de Bangui. Au cours de ces sessions de sensibilisations les étudiants ont découvert ce qu’était la traite des personnes, le cadre juridique de la traite des personnes et les réponses apportées à ce crime, notamment en termes d’assistance aux victimes.

*Sensibilisation des élèves, des organisations non gouvernementales et des points focaux gouvernementaux, Bangui, 30 juillet 2021*

Pour la célébration du 30 juillet, l’équipe de projet, en coopération avec le Bureau de coordination de lutte contre la traite des personnes, a organisé une grande journée de sensibilisation. L’activité a eu lieu au sein de l’Alliance française de Bangui et a réuni 48 participants, dont 21 hommes et 27 femmes. Cette session s’est ouverte sur une pièce de théâtre en français et en sango présentant de manière ludique le concept de traite des personnes. Une session de jeu quizz sur la traite des personnes permettant de remporter le T-Shirt du projet a également été organisé. Enfin, des représentants de l’UMIRR et certains points focaux du Comité national ont présenté les actions mises en œuvre en RCA pour lutter contre ce phénomène.

*Sensibilisations organisées de manière conjointes avec les autorités centrafricaines, Bangui*

En outre, plusieurs sensibilisations et activités conjointes ont eu lieu depuis le début du projet. Ainsi, 6 sensibilisations des cadres et agents de ministères ont eu lieu entre les 18 mai et 12 octobre 2021. Au total, 245 agents ministériels (172 hommes et 73 femmes) ont été sensibilisées sur la traite des personnes. Les ministères concernés sont les suivants :

* Ministère de la Jeunesse et des Sports
* Ministère de l’Action humanitaire et de la Réconciliation nationale
* Ministère de la Défense nationale et de la Restructuration de l’Armée
* Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l’Artisanat et du Secteur informel
* Ministère de l’Economie, du Plan et de la Coopération internationale
* Ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Centrafricains de l’Etranger

Au **Cameroun**, une vidéo de sensibilisation est en cours de réalisation. Il s’agira d’un court métrage sur la traite des personnes et les trafics illicites qui sera diffusé sur l’étendue du territoire durant les périodes de campagne de sensibilisation afin de donner plus de visibilité au projet, de mettre en évidence les acteurs, et de sensibiliser à large spectre afin de toucher par le visuel les personnes à risques.

En **RCA**, cette dimension du projet connait un taux de réalisation bas (3 personnes ont bénéficié de l’assistance directe soit 7.5% de l’objectif total visé). L’avancement du projet et la multiplication des activités de formations et de sensibilisation permettra d’augmenter largement ce nombre. En effet, deux hommes victimes de la traite des personnes ont bénéficié de l’aide du projet pour répondre à divers besoins, notamment en matière de logement, de nourriture, de santé, de crédit téléphonique et de vêtements. Cette assistance directe a également permis la mise en œuvre de solution de longue durée et de plan de réintégration.

En outre, une femme a bénéficié d’une assistance pour soutenir ses divers besoins, notamment en matière de logement, de nourriture, de santé, de crédit téléphonique et de vêtements. Plusieurs entretiens ont eu lieu afin de lui permettre de définir un plan de réintégration sur le long terme.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Grâce aux activités de formations et sensibilisations menées, l’équipe de projet a pu identifier une enfant victime de la traite des personnes et conduire un entretien d’identification formelle.

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères) | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires? L'équipe du projet a organisé des réunions de coordination régulières pour suivre la mise en œuvre du projet. L'équipe de projet a également élaboré un plan de travail régulièrement mis à jour. Lors de la dernière réunion de coordination, il a été décidé de mettre ce plan de travail en ligne afin que les différents membres de l'équipe de projet puissent le télécharger instantanément. En outre, de nombreuses réunions de travail ont été réalisé avec le Bureau de coordination et le Comité national en RCA, au cours desquelles les discussions ont porté sur les activités conjointes avec le gouvernement. |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 15000.00Ce budget fera l’objet d’une révision à la hausse pour s’assurer de couvrir les deux pays. Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*:       |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donnateur: Montant ($):                                  |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Du côté de l’ONUDC, le retard dans le recrutement du coordinateur du projet, dû à des procédures internes, a entraîné un retard dans la mise en œuvre des prévues dans le document de projet. L’équipe du projet de l’OIM CAR soutient la mise en œuvre du plan d'action national. Le gouvernement dépend presque entièrement du financement du projet pour sa mise en œuvre, il a été difficile de mettre en œuvre les activités en peu de temps. L’équipe du projet a travaillé en étroite coordination avec le bureau de coordination chargé de la lutte contre la traite des personnes pour définir les activités prioritaires.Au Cameroun, les travailleurs de terrain et les dirigeants communautaires ont exprimé le besoin d'une formation sur la traite des personnes et ses conséquences. S’agissant des activités de sensibilisation, une activité a eu lieu le 30 juillet dans la région de l’Est pour célébrer la journée mondiale de lutte contre la traite des personnes. En outre, un plan de sensibilisation est en cours d’élaboration pour organiser une campagne de masse dans la région de l’Est. Ce plan sera validé lors de la réunion du cadre d’échange avec les administrations publiques, les partenaires de développement et la société civile, qui se tiendra en novembre. |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$0

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

La pandémie de Covid-19 a nécessité quelques ajustements, notamment sur le nombre de personnes à inclure dans les ateliers et réunions, dont certaines ont été coordonnés en ligne.

En outre, l’équipe de projeta n’a pas encore pu organiser des rencontres entre les autorités des deux pays dues aux restrictions COVID.

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[ ]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[x]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[x]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[ ]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**Des réponses plus efficaces à la traite des personnes, aux trafics illicites et à la criminalité organisée basées sur des données et des analyses fiables sont développées par les autorités et la société civile centrafricaines et camerounaises | Indicateur 1.1# d’initiatives, politique ou projet de loi sur la traite de personnes développé basée sur des données et des analyses fiables relevées dans le cadre de ce résultat. | 0 | 3 | 1 | 0 | L’équipe de projet ne maîtrise pas la réalisation de cet indicateur, qui dépend des initiatives lancées par le gouvernement. Néanmoins, l’étude déjà réalisée au Cameroun, et la future étude en RCA, seront mises à disposition des gouvernements qui pourront, sur cette base, développer des initiatives politiques sur la traite des personnes. |
| Indicateur 1.2augmentation de la confiance des populations locales dans la lutte contre la traite des personnes et les crimes connexes transfrontaliers (par âge / sexe)  | TBD  | TBD | TBD | 0% | Au Cameroun, des entretiens ont été menés avec la population dans le cadre de l'évaluation des principales formes de trafic et de crime organisé (Activité 1.1.1.). La population s'est montrée rassurée sur le travail des organisations. Les données sont incluses dans le rapport sur les principales analyses de traite au Cameroun.En RCA, le consultant doit finaliser la recherche sous le produit 1.1 d’ici la fin de l’année. La mesure de cet indicateur se fera à la fin du projet. |
| Produit 1.1Les autorités et la société civile centrafricaines et camerounaises ont une meilleure compréhension des flux et des réseaux de traite des personnes, trafics illicites et criminalité organisée à leur frontière. | Indicateur 1.1.1# d’analyse des principales formes de traite des personnes, de criminalité transnationale organisée et de trafics illicites transfrontaliers entre la RCA et le Cameroun menée et publié | 0 | 2 | 1 | 1 (étude réalisée au Cameroun) | Une première étude est validée au Cameroun. En RCA, la recherche devrait être finalisée d’ici la fin de l’année. |
| Indicateur 1.1.2% des autorités et la société civile qui répondent que l’analyse a contribué à une meilleure compréhension des flux et des réseaux de traite des personnes, trafics illicites et criminalité organisée à leur frontière. | **0%** | **70%** | **35%** | 0% | Une première étude est validée au Cameroun.En RCA, la recherche devrait être finalisée d’ici la fin de l’année. |
| Produit 1.2Les capacités des autorités et de la société civile centrafricaines et camerounaises opour procéder à la collecte, la mise à jour, l’analyse et l’échange de données par et entre leurs services sont renforcées | Indicateur 1.2.1% des représentants des autorités et de la société civile centrafricaines et camerounaises qui démontrent une meilleure compréhension sur la collecte et l’analyse des données via les pré et post test  | 0**%** | 85**%** | 43% | 0% | Le consultant qui aidera à la mise en place d’un système de collecte de données et d’un programme de formation est en cours de recrutement. Les activités liées à ce produit commenceront en début d’année prochaine. |
| Indicateur 1.2.2# de réunions, ateliers et visites sur la traite des personnes, trafics illicites et criminalité organisée | 0 | 6 (RCA : 4, CMR : 2) | 3 | **0** | Le consultant qui aidera à la mise en place d’un système de collecte de données et d’un programme de formation est en cours de recrutement. Les activités liées à ce produit commenceront en début d’année prochaine. |
| Indicateur 1.2.3 : # de mécanisme institutionnel capable de fournir périodiquement des données statistiques de formes de traite de personnes et d’actions préventives et répressives  | 0 | 1 (RCA) | 1 | 0 | Le consultant qui aidera à la mise en place d’un système de collecte de données et d’un programme de formation est en cours de recrutement. Les activités liées à ce produit commenceront en début d’année prochaine. |
| Indicateur 1.2.4 : % d’augmentation des cas d’identification, référencement, enquête, poursuite, condamnation enregistrés dans les bases de données gouvernementales | 0% | 100% | 50% | 0% | Le consultant qui aidera à la mise en place d’un système de collecte de données et d’un programme de formation est en cours de recrutement. Les activités liées à ce produit commenceront en début d’année prochaine. |
| Produit 1.3Les autorités centrafricaines et camerounaises ont une meilleur capacité de coordonner leurs actions en matière de traites des personnes | Indicateur 1.3.1: # de réunions du Bureau de Coordination et du comité national sur la traite des personnes en RCA et au Cameroun | 0 | 6 (RCA 4 / CMR 2) | 1 | 3 (RCA) | Pas de retard – mise en œuvre continue. |
| Indicateur 1.3.2. # de participants aux réunions | 0 | 60  | 20 | 23 | Pas de retard. |
| Indicateur 1.3.3. # de comités préfectoraux établis | 0 | 3 | 3 | 0 | La mise sur pied des comités préfectoraux au Cameroun est en cours. Elle aura lieu au mois de novembre.L’équipe de terrain n’a pas encore été déployé en RCA. Cette activité est parmi les priorités dès que le déploiement sera acté. |
| Indicateur 1.3.4 : # de membres de comité préfectoraux | 0 | 30  | 15 | 0 | La mise sur pied des comités préfectoraux est en cours. Elle aura lieu au mois de novembre.L’équipe de terrain n’a pas encore été déployé par l’OIM en RCA. Cette activité est parmi les priorités dès que le déploiement sera acté. |
| Indicateur 1.3.5# de procédures opérationnelles standards établies et validées  | 0 | 1 | 1 | 0 | Pas de retard. L’élaboration de procédures opérationnelles standards est prévues pour les trimestres 3-5 du projet. C’est actuellement en cours. |
| Indicateur 1.3.6. # de réunions bilatéraux ou multilatéraux organisée pour développer et valider procédures opérationnelles standards | 0 | 10 | 5 | 0 | Idem. |
| Indicateur 1.3.7.# de personnes consulté pour développer et valider procédures opérationnelles standards | 0 | 100  | 50 | 0 | Idem. |
| Indicateur 1.3.8.# de visite d’échange entre le RCA et le Cameroun | 0 | 2 | 1 | 0 | La visite d’échange prévue pour le trimestre 3 n’a pas encore eu lieu du à des contraintes opérationnelles et sécuritaires. La première visite aura lieu dès le début de l’année prochaine. L’autre visite est prévue pour le trimestre 6 du projet. |
| Indicateur 1.3.9.# de participants de visite d’échange entre le RCA et le Cameroun | 0 | 25  | 12 | 0 | Idem. |
| **Résultat 2**Les autorités douanières, policières et judiciaires en RCA et au Cameroun détectent, enquêtent et poursuivent avec succès la traite des personnes, la criminalité organisée et les trafics illicites à la frontière entre la RCA et le Cameroun  | Indicateur 2.1# de cadres juridiques de la RCA et du Cameroun contre la traite des personnes conformes à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, en particulier son protocole relatif à la traite des personnes et qui permettent une meilleure protection des victimes | 0 | 2 | 1 | 0 | Pas de retard. L’indicateur sera mesuré à la fin du projet.Note : L’avant-projet de loi relatif à la lutte contre la traite des personnes en RCA a été remis aux autorités centrafricaines en octobre 2021 afin qu’ils puissent l’introduire dans leur système législatif.  |
| Indicateur 2.3# d'enquêtes ouvertes par des praticiens formés | A déterminer au début du programme de formation | 50% du nombre d’augmentation d’enquêtes | 25% | 0 | Le retard dans le recrutement du coordinateur de projet de l’ONUDC a entraîné un retard dans la mise en œuvre des activités du projet. Néanmoins, un consultant est en cours de recrutement pour mener l’analyse de la réponse de la justice pénale et les formations. |
| Produit 2.1Le cadre juridique de lutte contre la traite des personnes est renforcé  | Indicateur 2.1.1# d’évaluation du cadre législatif centrafricain réalisée  | 0 | 1 | 1 | 1 | Avant le travail de rédaction législative, une évaluation préalable du cadre juridique centrafricain a été réalisée afin d’édifier l’avant-projet de loi et de le rendre à la fois conforme aux engagements internationaux de la RCA et aux réalités locales. |
| Indicateur 2.1.2 : # d'amendements législatifs proposés pour adoption formelle en RCA | 0 | 1 | 1 | 0 | Aucun amendement législatif n’a été déposé par le gouvernement à ce stade. La réalisation de l’indicateur ne dépend pas de l’équipe de projet.Néanmoins, il est important de souligner que l’équipe de projet a soutenu la RCA a développé un avant-projet de loi relatif à la lutte contre la traite des personnes. Une fois adoptée, cette loi permettra de doter le pays d’un cadre légal complet qui couvre à la fois les aspects de poursuite, de prévention, de protection et d’assistance, et de coopération. Cet avant-projet a été remis au Président de la République, Chef de l’Etat, lui-même, et sera défendue en Conseil des Ministres par la Ministre de la Promotion du Genre, de la Protection de la Femme et de la Famille.  |
| Indicateur 2.1.3 : # de proposition de réforme du cadre juridique camerounais | 0 | 1 | 1 | 0 | Le premier atelier de rédaction des avant-projets de loi relatifs à la lutte contre la traite des personnes et à la lutte au trafic illicite de migrants était prévu du 1 au 5 novembre. L’atelier a été déplacé du 22 au 26 novembre.  |
| Produit 2.2Les agents des services de détection et de répression de la RCA et du Cameroun ont renforcé leur capacité à détecter, enquêter et poursuivre la traite des personnes et infractions connexes  | Indicateur 2.2.1# d'évaluations de la réponse pénale à la traite des personnes et au crime organisé en République centrafricaine et au Cameroun réalisées  | 0 | 2 (une par pays) | 1 | 0 | Dû au retard dans le recrutement du coordinateur de projet de l’ONUDC, les activités du résultat 2 n’ont pas encore commencé. Néanmoins, un consultant est en cours de recrutement pour mener l’analyse de la réponse de la justice pénale et les formations. |
| Indicateur 2.2.2# de douaniers, policiers et magistrats centrafricains et camerounais ayant bénéficié de formations spécialisées et en mesure d’appliquer leurs nouvelles compétences | 10 en RCA | 30 en RCA et au CMR | 15 | 0 | Dû au retard dans le recrutement du coordinateur de projet de l’ONUDC, les activités du résultat 2 n’ont pas encore commencé. Néanmoins, un consultant est en cours de recrutement pour mener l’analyse de la réponse de la justice pénale et les formations.L’équipe projette d’effectuer la formation des magistrats et des Officiers de polices judiciaires au Cameroun à compter du mois de novembre. |
| Indicateur 2.2.3# de cas de traite de personne et de crime organisé détectés par poste frontière | 0 | 10 cas par trimestre pour l’ensemble des postes frontières suivis | 5 cas par trimestre | 0 | Dû au retard dans le recrutement du coordinateur de projet de l’ONUDC, les activités du résultat 2 n’ont pas encore commencé. Néanmoins, un consultant est en cours de recrutement pour mener l’analyse de la réponse de la justice pénale et les formations.L’équipe projette d’effectuer la formation des magistrats et des Officiers de polices judiciaires au Cameroun à compter du mois de novembre. |
| **Résultat 3**Les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux en RCA et au Cameroun ont une meilleure capacité à prévenir la traite des personnes et à protéger les victimes de traite. | Indicateur 3.1% des victimes assistés qui prépondent satisfait par le service fourni  | 0 | 70% | 35% | 100% | L’assistance fournie a pris fin pour deux bénéficiaires. A la fin de cette dernière, ils ont été interrogés et ont affirmé être satisfait de l’assistance fournie et de la considération qui leur a été portée.  |
| Indicateur 3.2# de victimes de la traite des personnes (sexe, âge) identifiées ou référées en collaboration avec les gouvernements aux autres acteurs de protection | 0 | 40 (33 femmes / 7 hommes) | 5 | 2 (RCA : 11 femme et 1 fille) | L’identification des victimes devrait être plus active lorsque les acteurs auront une meilleure compréhension du phénomène ; pour preuve un des derniers cas identifiés l’a été par un participant à une formation organisée au début du projet. |
| Indicateur 3.3# de cas signalé par les membres de communautés | 0 | 6 (RCA 4 / CMR 2) | 2 | 1 fille (RCA) | L’équipe du projet en RCA s’attend à ce que les signalements par les membres des communautés augmentent au cours des prochains mois avec le déploiement des équipes a Bouar et Berberati. |
| Produit 3.1Les principaux acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux de la RCA et du Cameroun ont la capacité de sensibiliser les populations pour les prévenir contre la traite des personnes | Indicateur 3.1.1# de formations organisées pour les comités locaux sur la traite des personnes en RCA et au Cameroun  | 0 | 8 (6 en RCA et 2 au CMR) | 2 | 0 | L’équipe de terrain n’a pas encore été déployé par l’OIM en RCA. Cette activité est parmi les priorités dès que le déploiement sera acté.Les formations auront lieu au Cameroun à compter du mois de novembre. |
| Indicateur 3.1.2 : # de participant pour les comités locaux | 0 | 30 | 30 | 0 | L’équipe de terrain n’a pas encore été déployé par l’OIM en RCA. Cette activité est parmi les priorités dès que le déploiement sera actéLes comités préfectoraux seront mis sur pied à compter du mois de novembre. |
| Indicateur 3.1.3 : # de sortes des matériaux de sensibilisation développé | 0 | 7 | 3 | 4 (2 vidéos de sensibilisation, 1 présentation PPT et des t-shirts) |  |
| Indicateur 3.1.4 : # de personnes à qui les matériaux de sensibilisation ont été distribués | 0 | 2000 (RCA 1000, CMR 1000) | 1000 | 1000 (RCA) | Un plan de sensibilisation, qui incluera des propositions d’outils de sensibilisation, est en cours d’élaboration et devrait être validé dès la fin du mois de novembre. Il donnera également une meilleure lisibilité sur les lieux, les cibles et le nombre de sensibilisation qui devront être réalisées. |
| Indicateur 3.1.5 : # de formations organisées | 0 | 6 (RCA 4, CMR 2) | 1 | 3 (RCA) |  |
| Indicateur 3.1.6 : # de participants pour les formations | **0** | 90 (36 femmes / 54 hommes) | 30 | 126 : 34 femmes et 92 hommes (RCA) |  |
| Indicateur 3.1.7. :# de séances de sensibilisation menés en collaborations avec les autorités, les communautés et les dirigeants locaux en RCA et au Cameroun  | 0 | 5 (RCA 3 / CMR 2) | 2 | 9 (RCA)1 (Cameroun) |  |
| Produit 3.2Les victimes de la traite des personnes sont référées au service approprié et reçoivent le soutien dont elles ont besoin | Indicateur 3.2.1# de formations organisées (pour les principaux responsables gouvernementaux et non gouvernementaux en matière d'identification et de protection des victimes de la traite des personnes en RCA et au Cameroun.)  | 0 | 15 (RCA 10 / CMR 5) | 2 | 2 (RCA) |  |
| Indicateur 3.2.2 : # de participants formés  | 0 | 225 | 60 (RCA) | 74 (31 femmes / 43 hommes) |  |
| Indicateur 3.2.3 :% de participants formés qui répondent qu’ils sont prêts à appliquer le contenu à leur travail | 0% | 70% | 70% | 83% |  |
| Indicateur 3.2.4.# de victimes de la traite des personnes et les autres personnes suffrant d’exploitation bénéficiant d’une assistance du projet | 0 | 40 (33 femmes / 7 hommes) | 5 | 3 (1 femme / 3 hommes) | Au Cameroun les différentes formations des acteurs ont connu quelques retards dûs à l'indisponibilité des formateurs. La procédure de recrutement des consultants étant terminée, les formations débuteront dans les semaines à venir et permettront aux participants de référer des victimes de traite aux autorités compétentes ou, le cas échéant, à l’équipe de projet pour assistance. |